

DISCOURS

De : Thomas Leysen

Pour : le Forum FEB

Date : le 22 avril 2009

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,
Chers collègues,

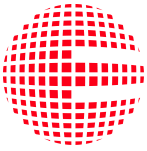
Il y a un an, dans mon premier discours en qualité de président de la FEB, j'avais déclaré : "Les évolutions qui ne sont pas durables prennent fin par définition. La question est de savoir si nous pourrions les infléchir à temps pour éviter un '*hard landing*'." Fin de citation.

Entre-temps, nous savons à quel point l'atterrissage peut être difficile à l'issue d'une période de croissance non durable. En effet, le développement économique de la dernière décennie ne reposait pas sur des fondements durables, mais était dopé artificiellement et caractérisé par un endettement excessif et non transparent, par des déséquilibres globaux croissants et par une prise en considération insuffisante du potentiel à long terme de notre planète.

L'atterrissage brutal que nous avons connu depuis lors s'est tout d'abord traduit par une crise financière profonde qui a débouché sur une récession quasiment mondiale, qui, dans bon nombre de pays, sera par ailleurs suivie de lourdes séquelles sous la forme d'un important dérapage budgétaire.

La récession mondiale jettera longtemps encore une ombre sur l'économie, mais personnellement, je pense que nous sommes proches de son paroxysme. Au second semestre, nous prévoyons les premiers signes d'une timide reprise de l'activité économique. Cependant, même si la croissance reprend, je pense qu'il est préférable que nous nous préparions mentalement à des taux de croissance plus faibles dans le monde occidental, essentiellement parce que nous avons tout intérêt à ce que la prochaine phase de croissance montre des signes de durabilité.

Pour assurer une croissance durable, les réponses apportées au problème énergétique et climatique seront d'une importance cruciale. Ce sera d'ailleurs probablement le défi le plus global pour le monde entier au cours de la première moitié du 21^e siècle. La crise et ses impératifs à court terme ainsi que le niveau actuellement plus bas des prix énergétiques ne peuvent nous détourner de cette priorité. Il faut à tout prix éviter de n'agir qu'après avoir subi, dans ce domaine également, un "atterrissage brutal".



> Discours Thomas Leysen 22 avril 2009

Comme un de mes amis américains l'a dit : *we have also been borrowing from our planet without a clear plan on how to pay back...* Il faudra donc tout mettre en œuvre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, afin d'atteindre les objectifs définis dans le cadre du consensus scientifique actuel. Et il faudra en plus encore pour trouver, simultanément, un approvisionnement en énergie pour un monde qui devrait compter 9 milliards de personnes d'ici 40 ans.

Monseigneur, Mesdames et Messieurs,

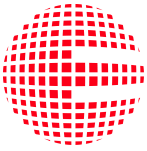
L'efficacité énergétique ne peut constituer la seule réponse à ces défis. Mais elle constitue un passage obligé et prioritaire, comme beaucoup d'orateurs l'ont déjà signalé. Une démarche volontariste dans ce domaine peut, à elle seule, résulter en près de la moitié des réductions des émissions de CO₂ nécessaires, et ceci, à un coût beaucoup plus bas que pratiquement toutes les autres mesures envisageables. La réduction de la nécessité d'importer des combustibles fossiles diminue également la dépendance des risques géopolitiques, sauvegarde notre balance commerciale et préserve une partie des ressources énergétiques limitées pour les générations futures.

Mais l'efficacité énergétique constitue aussi, et surtout, une formidable opportunité pour les années à venir. Innover et implémenter plus vite que les autres toutes les mesures avec un taux de rendement attractif constitue un gage de compétitivité future. Ceci est d'autant plus important que peu d'observateurs avertis s'attendent à ce que le prix actuel relativement bas du baril se maintienne en cas de reprise de la croissance. Et investir dans l'efficacité énergétique maintenant se traduira par une création d'emplois à courte échéance.

L'étude McKinsey présentée aujourd'hui est claire. En dépit des multiples bonnes initiatives prises par le monde politique, des nombreuses approches innovantes développées par nombre d'entreprises, en dépit de la démarche volontariste et efficace de l'industrie, la Belgique dans son ensemble n'est pas un leader. Au niveau de la performance énergétique de nos bâtiments surtout, l'écart avec les pays environnants est criant.

Mais nous ne devons pas tant voir cela comme un constat d'échec que comme une immense opportunité pour notre pays. McKinsey estime que le potentiel de réduction d'énergie primaire à l'horizon 2030 est de 30%, comparé à une démarche "business as usual". Pour nous, à la FEB, il est clair que le "business as usual" ne suffit pas, alors que les Etats-Unis, les Pays-Bas, la France et tant d'autres pays amorcent une politique beaucoup plus ambitieuse.

C'est pourquoi la FEB avance aujourd'hui un certain nombre de pistes pour passer à la vitesse supérieure et faire de la Belgique l'un des leaders mondiaux en termes



> Discours Thomas Leysen 22 avril 2009

d'efficacité énergétique d'ici à 2030. Ces pistes portent sur l'industrie, le transport, les bâtiments et, de manière plus générale, sur la formation.

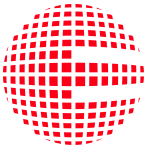
L'industrie est le seul secteur à avoir réalisé des progrès considérables ces dernières années. Et cela aussi en termes d'émissions de CO₂, alors que ces dernières ont encore augmenté sensiblement depuis 1990 dans les secteurs des bâtiments et des transports. L'approche des accords de branche et des 'convenanten' a donc porté ses fruits. Reste à maintenir ces efforts après 2012, lorsque les accords actuels arriveront à échéance.

Cela sera d'autant plus important que les entreprises pourraient être tentées de réduire leurs investissements en raison de l'accès plus difficile au crédit. C'est pourquoi nous proposons de maintenir les mécanismes actuels après 2012, mais de les étendre également aux projets au-delà des limites des sites industriels et de les compléter par un nouveau mécanisme de financement. A cet effet, nous suggérons la mise en place d'un fonds alimenté par les recettes de la mise aux enchères des droits d'émission, comme le prévoit la réglementation européenne. Nous voudrions donc créer une sorte de "Green Bank".

Concrètement, les entreprises s'engageraient à réaliser tous les investissements dont la rentabilité est supérieure à 10%. Pour les investissements d'une rentabilité supérieure à 15%, les entreprises devraient entièrement s'autofinancer. Pour ceux dont le TRI se situe entre 10 et 15%, la moitié serait toutefois financée par la Green Bank, sous la forme d'un prêt subordonné à un taux proche de celui des obligations d'Etat. Pour les investissements avec une rentabilité comprise entre 6 et 10% mais néanmoins souhaitables au niveau sociétal, le pourcentage d'intervention de la Green Bank pourrait même atteindre 90%. Cela garantit une réinjection sensée des moyens issus de la mise aux enchères des droits d'émission dans l'intensification de l'efficacité énergétique. Cela tout en évitant d'hypothéquer la capacité des entreprises à investir dans d'autres projets stratégiques.

En matière de transport, le parc de voitures privées est le principal consommateur d'énergie. A cet égard, il faudrait rapidement mettre en place une fiscalité verte et établir la taxation à l'achat d'une voiture uniquement en fonction de sa performance environnementale. De même, toutes les entreprises qui disposent d'une flotte de véhicules de société devraient mener une véritable "green car policy" qui promeut l'achat de voitures moins énergivores et encourage chacun à l'écoconduite.

Mais nous devons également voir plus loin. Nous avons tout intérêt à mener une réflexion approfondie sur le potentiel afin de prendre les devants dans l'introduction de voitures électriques et de voitures hybrides rechargeables. Les particularités de notre mobilité, caractérisée par des distances moyennes courtes, des kilométrages quotidiens limités et un trafic urbain proportionnellement intense, devraient pouvoir inciter la Belgique à être un "early mass adopter" des nouveaux concepts de



> Discours Thomas Leysen 22 avril 2009

propulsion. Nous proposons de charger immédiatement un groupe d'experts de réaliser à court terme une étude de faisabilité à ce sujet, éventuellement à l'échelle du Benelux. Une avancée dans ce domaine serait un beau prolongement des initiatives sectorielles et régionales tournées vers l'avenir. Elle donnerait également à notre industrie automobile un nouvel élan indispensable.

Il est également nécessaire d'améliorer la fluidité du trafic, de mener une politique d'investissement dans les transports publics tournée vers l'avenir et de réaliser une réflexion logistique approfondie dans les entreprises.

Le principal potentiel d'économie réside toutefois dans les bâtiments qui sont responsables d'environ 35% de la consommation d'énergie dans notre pays, mais qui selon McKinsey pourraient fournir 48% des économies potentielles.

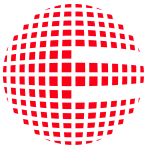
La principale clé de la solution est évidemment l'isolation et la rénovation de notre parc de bâtiments, l'un des plus anciens et des plus énergivores de toute l'Europe. Il convient de renforcer les efforts qui ont été consentis par les autorités politiques ces dernières années et qui ont récemment connu un certain succès. Les certificats énergétiques, qui ne sont actuellement obligatoires qu'en cas de vente ou de location, doivent progressivement être imposés à tous les bâtiments existants. D'ici à 2015, tous les grands immeubles de bureaux et d'appartements devraient en disposer et, d'ici à 2018, tous les logements du pays. De plus, outre la performance énergétique actuelle du bâtiment, ils devraient également préciser les investissements les plus efficaces et rentables pour l'améliorer et indiquer le lien avec les incitants existants.

Les autorités doivent enfin jouer leur rôle d'exemple. D'ici à 2015, tous les bâtiments publics doivent être équipés de vitrage à haut rendement, de toits isolants et de systèmes de chauffage efficaces.

Pour les constructions neuves, nous voulons accélérer l'introduction de normes plus ambitieuses ; concrètement, il s'agit d'instaurer la norme E50 d'ici à 2015, à l'instar de ce que préconise la France.

Pour concrétiser toutes ces pistes, investir dans la formation est une condition sine qua non. Une sensibilisation plus structurée doit commencer à l'école. Elle doit être suivie d'une formation à l'efficacité énergétique obligatoire, et non plus optionnelle, dans l'enseignement technique et supérieur, dans toutes les disciplines concernées. Enfin, une sensibilisation encore plus poussée des différents acteurs s'impose dans le cadre de campagnes médiatiques bien conçues.

Mettre en œuvre toutes ces pistes demande des efforts soutenus et coordonnés. Mais l'enjeu est de taille. Si nous réussissons à capter le potentiel identifié par les experts de McKinsey, il s'agit d'une économie sur notre facture énergétique de 5,2



> Discours Thomas Leysen 22 avril 2009

milliards d'euros aux prix actuels de l'énergie. Il en résultera la création d'au moins 20.000 emplois additionnels. Et la bataille contre le réchauffement climatique serait déjà en partie gagnée.

Monseigneur, Mesdames et Messieurs les Ministres,

Un des obstacles à l'implémentation de l'efficacité énergétique à large échelle est qu'elle demande l'addition de nombreuses mesures à toute une série de niveaux, et ceci, de façon coordonnée. Malheureusement, l'efficacité énergétique résulte rarement d'une seule mesure spectaculaire. Cela vaut à l'échelle d'une entreprise, et à plus forte raison à l'échelle d'un pays.

C'est donc un objectif pour lequel il vaut vraiment la peine de se mobiliser.

C'est pourquoi j'appelle aujourd'hui tous les niveaux de pouvoir, chacun pour son domaine de compétence, à élaborer avec le monde de l'entreprise un pacte énergétique commun. Ce pacte doit partir de l'ambition partagée de faire de la Belgique un leader en efficacité énergétique à l'horizon 2030. Pour ce faire, il faudra se fonder sur les atouts déjà existants et continuer à implémenter les politiques qui fonctionnent. Il faudra y ajouter toute une série de mesures nouvelles, ainsi qu'un programme d'implémentation concret et engageant. La FEB et les autres organisations patronales qui ont collaboré à la préparation de cette initiative sont prêtes à relever ce défi. Nous en sommes désireux, conscients de notre responsabilité sociétale envers les générations futures, mais aussi des opportunités pour nos entreprises de se différencier et de renforcer leur compétitivité à court et moyen terme.

Pour ce faire, nous avons suggéré aujourd'hui des pistes très concrètes. Elles peuvent sans doute encore être améliorées, et méritent en tout cas une discussion plus détaillée. Mais surtout, agissons. Travaillons à l'élaboration de ce pacte énergétique. Ne laissons pas passer cette chance de positionner la Belgique et ses Régions, dans une nouvelle économie verte au sein de laquelle l'efficacité des ressources joue un rôle-clé. Cette économie plus verte est une condition nécessaire pour rendre notre prospérité durable.

Faire de la Belgique un leader en efficacité énergétique d'ici à 2030 est un objectif ambitieux. Je suis convaincu pourtant que nous pouvons y arriver. *Yes we can.* Il suffit de le vouloir vraiment et de s'engager.